

REHABILITATION du Site de l'USINE
D'INCINERATION des ORDURES
MENAGERES de BELFORT

N° 2040

Belfort, le 10 octobre 2002

Le Préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU :

- le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- le titre premier du livre V du code de l'environnement,
- le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et notamment ses articles 18 et 34-1,
- l'arrêté préfectoral n° 3052 du 4 septembre 1973 autorisant la Ville de BELFORT à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères boulevard Henri Dunant à BELFORT,
- le récépissé en date du 31 décembre 1999 par lequel la Communauté d'Agglomération Belfortaine reprend l'exploitation des installations,
- l'arrêté n° 2045 du 29 novembre 1996 réglementant l'élimination des mâchefers produits par l'exploitation des installations,
- le courrier du 11 juin 2002 par lequel l'exploitant signifie l'arrêt définitif de ses activités,
- le mémoire en date du 5 juin 2002 complété le 20 juin 2002 relatif à l'état du site et au projet de réaménagement s'y rapportant,
- les conclusions des études de janvier et de mai 2002 menées à l'appui du mémoire et qui en application de la méthodologie nationale dite « d'évaluation simplifiée des risques retiennent un classement du site dans la catégorie « à surveiller » pour ce qui est de l'impact sur les eaux souterraines, les eaux de surface et sur le sol (par contact direct), moyennant certains travaux de confinement,

- l'avis de Monsieur le Maire de la commune de BELFORT en date du 9 juillet 2002,
- l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche Comté en date du 17 juillet 2002,
- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 30 juillet 2002,

CONSIDERANT que l'examen des données contenues dans l'évaluation simplifiée des risques précitée fait apparaître que les remblais de mâchefers présents sur le site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de Belfort constituent une source potentielle de pollution des eaux souterraines,

CONSIDERANT qu'il ressort de l'étude précitée que, si les concentrations rencontrées à ce jour dans les eaux de la nappe alluviale ne présentent pas de risque, il importe de réduire au maximum à la source les entraînements potentiels d'éléments polluants,

CONSIDERANT que, simultanément, la surveillance des eaux souterraines et superficielles doit être poursuivie de façon à s'assurer dans le temps de l'absence d'impact du site sur ces dernières et prévenir ainsi tout risque éventuel,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. -

La Communauté d'Agglomération Belfortaine est tenue de réaménager le site de l'ancienne usine à gaz, situé boulevard Henri Dunant à BELFORT, de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Le réaménagement sera effectué selon les modalités définies dans le mémoire du 5 juin 2002 relatif à l'état du site en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. - Conditions du réaménagement

2.1. - Le site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères (voir plan en annexe I) sera affecté à un usage de type parking, voirie, station de distribution de carburant.

Toute modification de cet usage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort, avec tous les éléments d'appréciation.

2.2. - Les terres polluées, constituées de remblais de mâchefers, seront maintenues in situ - à l'exception d'un volume d'au maximum 8500 m³ destiné à être excavé, dont les conditions de transfert sont définies à l'article 3 -.

Cet ensemble sera recouvert d'un film géotextile anti-contaminant surmonté d'un grillage avertisseur, puis, selon le cas, soit de remblais inertes et d'une couverture étanche, soit d'une couche de terre végétale d'une hauteur minimale de 75 cm. La surface correspondant à cette seconde possibilité ne doit toutefois pas excéder 4 % de la surface totale du site.

2.3. - Aucun équipement (conduite, réseau, cuve en particulier) ne devra être mis en place en dessous du grillage avertisseur. Les différents aménagements seront conçus de façon à ce que les éventuelles interventions humaines ultérieures aient lieu dans des terrains non contaminés.

2.4. - Le site sera entretenu de telle sorte que les conditions fixées aux articles 2.1, 2.2 et 2.3 soient toujours vérifiées.

ARTICLE 3. – Conditions de transfert des mâchefers excavés dans le cadre du réaménagement

Les mâchefers excavés dans le cadre du réaménagement seront caractérisés afin de déterminer leur catégorie au sens de la circulaire ministérielle du 9 mai 1994 (V : valorisation ; M : maturation ; S : stockage).

Le protocole d'échantillonnage et d'analyse retenu à cette fin sera soumis pour avis à l'inspecteur des installations classées au préalable. Il comportera au minimum 30 échantillons de mâchefers.

Les mâchefers suivront ensuite la filière adaptée à leurs caractéristiques, selon les prescriptions fixées par l'arrêté n° 2045 du 29 novembre 1996.

Aucune opération de remblaiement par des mâchefers issus de l'excavation ne pourra intervenir avant que la garantie de leur caractère valorisable ne soit apportée.

ARTICLE 4. - Dispositions particulières relatives aux travaux

4.1. - Protection des eaux

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires afin de garantir que les travaux menés ne puissent être à l'origine d'une pollution des eaux météoriques ou souterraines.

4.2. - Découverte de poches de pollution ponctuelles

Les éventuelles poches de pollution qui pourraient être découvertes lors des travaux seront éliminées dans des installations classées pour la protection de l'environnement autorisées à les recevoir.

L'Inspecteur des Installations Classées en sera averti en temps réel.

4.3. - Déchets

Tous les déchets générés par le chantier, y compris les eaux souillées, seront éliminées dans des installations classées pour la protection de l'environnement autorisées à les recevoir.

Les bordereaux de suivi de déchets seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 5. – Surveillance des eaux souterraines

5.1. - Modalités

L'exploitant est tenu de procéder ou faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe phréatique sous-jacente au site.

Cette surveillance comporte systématiquement un relevé du niveau piézométrique des eaux et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents.

Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci après :

Points de prélèvement *	Fréquence	Paramètres
PZ2 (amont)	2 fois par an dont :	arsenic, cadmium, chrome,
PZ5 (aval)	- 1 analyse en période de	cuiivre, nickel, plomb, zinc,
PZ6 (aval)	basses eaux	mercure
PZ4 (aval)	- 1 analyse en période de	PCB
Rivière « La Savoureuse » (1	hautes eaux	
prélèvement amont, 1		
prélèvement aval)		

* Voir plan en annexe

Les prélèvements d'échantillon et analyses devront être effectués selon un protocole approuvé par l'inspection des installations classées. Les analyses devront être menées conformément aux normes AFNOR applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.

Le nombre de points de contrôle, la fréquence des analyses, ainsi que la nature des paramètres analysés pourront être modifiés par l'Inspection des Installations Classées au vu des résultats obtenus.

5.2. - Transmission des résultats

Les résultats des analyses pratiquées devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, du sens d'écoulement de la nappe, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension.

5.3. - Bilan

Un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés et sur les adaptations éventuelles à effectuer, sera déposé en Préfecture du Territoire de Belfort le 31 mars de l'année suivant l'année de la campagne de mesures.

Après un délai de cinq ans, à la demande de l'exploitant, et sur la base d'un argumentaire détaillé, la présente autosurveillance des eaux souterraines pourra être levée au regard des résultats obtenus, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 6. – Servitudes d'utilité publique

Afin de pérenniser les restrictions d'usages que le site requiert, des servitudes d'utilité publique seront instituées. L'exploitant déposera en Préfecture le dossier correspondant prévu à l'article 24.4 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté.

ARTICLE 7. -

Le présent arrêté sera notifié à La Communauté d'Agglomération Belfortaine. Il sera affiché pendant un mois à la mairie de BELFORT.

La présente notification ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 8. -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Maire de BELFORT ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Belfort, le 10 octobre 2002

POUR AMPLIATION
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché, Chef de Bureau Délégué

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Philippe DATTLER

Signé : Yves ROUSSET